

Auteur : Mustapha Chairi

Analyse

Juillet 2019

L'islamophobie possède-t-elle aussi une dimension spécifiquement sexiste ?

En 2016, le Collectif Contre l'Islamophobie en Belgique (CCIB asbl) publiait une analyse intitulée « Existe-t-il une dimension sexiste dans les actes d'islamophobie en Belgique ? »¹. Celle-ci mettait en évidence, malgré le fait que les femmes en général rapportent moins les discriminations dont elles sont victimes auprès d'Unia que les hommes (38% contre 62%), qu'une plus grande proportion de femmes sont victimes de l'islamophobie dans le secteur de l'enseignement (63%), de l'emploi (50%) et dans l'accès à des biens et services (50%) par rapport aux hommes.

Pour mieux comprendre cette discrimination et les champs plus spécifiques dans lesquels l'islamophobie se manifeste, le CCIB avait interpellé UNIA pour obtenir des informations complémentaires par rapport au genre sur les chiffres publiés dans son rapport annuel de 2014 (pour rappel, plus de 90% des actes discriminatoires sur base des convictions religieuses sont en lien avec l'islam et les musulmans). C'est parce qu'il y a eu de nombreux signalements de femmes victimes d'islamophobie que le CCIB s'est interrogé sur la dimension spécifiquement sexiste de cette forme de xénophobie et de racisme.

Cette analyse inédite visait à approfondir la dimension croisée des discriminations entre d'une part l'islamophobie et d'autre part le sexisme ; un « phénomène » assez inexploré en Belgique il y a 3 ans.

Alors que certains « intellectuels » restent encore figés dans une posture strictement sémantique latine du mot islamophobie, le CCIB veut mettre en lumière ce phénomène comme suit : « la haine, la xénophobie, le racisme et les discriminations contre au moins une personne, un bien et/ou une institution en raison de son appartenance (réelle ou supposée) à la culture ou à la religion musulmane ». Aujourd'hui le mot islamophobie² s'est imposé dans les mondes politique, littéraire, journalistique, académique,

judiciaire, institutionnel. Les organisations antiracistes ont définitivement adopté ce mot et l'analyse du CCIB sur la dimension genrée permet d'approfondir les spécificités de cette forme de rejet, pour mieux la comprendre et la combattre.

Aujourd'hui, si l'étude de 2016 devait être répétée, nous nous poserions certainement la question de la pertinence du choix du mot « intersectionnalité ». D'ailleurs, le mot « intersectionality »³, terme proposé par l'universitaire afroféministe américaine Kimberlé Crenshaw déjà en 1989, parlait spécifiquement de l'intersection entre le sexisme et le racisme subi par les femmes afro-américaines.

En Europe, les acteurs de l'antiracisme décolonial sont parvenus à déconstruire de façon approfondie, dans toutes les nuances possibles, les mécanismes de stéréotypes, préjugés, privilèges d'un groupe dominant sur les groupes minorisés. Ces mécanismes peuvent s'appliquer aisément à l'islamophobie et à son côté sexiste.

Les mouvements féministes mainstream ont balayé d'un revers de la main et l'islamophobie et l'intersectionnalité. Refusant tout espace de compréhension et de reconnaissance aux femmes musulmanes, surtout à celles qui sont visibles. Visibles par leur vêtement, visibles par leur implication dans la société civile, visibles par leurs revendications. Malgré cela, plusieurs mouvements de femmes musulmanes féministes ont fait leur place en Belgique, par exemple le Collectif Kahina⁴, et d'autres à travers le monde.

Dans sa chronique du mardi 25 juin 2019 intitulée « L'affaire Salima Bellabas : la règle de trois pour comprendre »⁵, la journaliste Safia Kessas démontre aisément qu'on arrive à une situation dramatique pour les femmes par trois éléments : 1/ transgression : quand les femmes ne restent pas à la place que la société leur

¹<http://ccib-ctib.be/index.php/2016/03/08/existe-t-il-une-dimension-sexiste-dans-les-actes-islamophobe-en-belgique/>

²<https://www.opensocietyfoundations.org/explainers/islamophobia-europe/fr>

³<https://lesglorieuses.fr/intersectionnalite/>

⁴https://www.levif.be/actualite/belgique/pour-un-feminisme-antiraciste-et-decolonial/article-opinion-1113791.html?cookie_check=1561796049

⁵https://www.rtf.be/info/dossier/chroniques/detail_l-affaire-salima-bellabas-la-regle-de-trois-pour-comprendre-safia-kessas?id=10254869

assigne, 2/ intersectionnalité : quand ce n'est pas seulement du sexisme ou seulement de l'islamophobie mais bien une composition unique des deux ensemble, 3/ stéréotypes : car ils continuent à façonner la manière dont la population se représente le monde.

"En 2018, le #CCIB a en effet reçu 120 signalements, et ouvert 80 dossiers. Sur ceux-ci, 34 concernaient un signe visible de la pratique religieuse (deux cas concernaient des hommes)", peut-on lire dans l'article de Véronique Lamquin et Elodie Blogie dans Le Soir du 28 juin 2019. Comme en 2016, 2017 et 2018, les chiffres montrent une plus grande proportion de femmes victimes de l'islamophobie. En ce sens, nous pouvons affirmer que, oui, l'islamophobie est bien sexiste. Pour mieux comprendre ce phénomène, il serait utile de l'aborder d'abord sous l'angle du genre, pour en comprendre les mécanismes du paternalisme et de la domination masculine. Certains abordent l'islamophobie sous l'angle décolonial pour faire émerger des clés de compréhension en lien avec la hiérarchisation des cultures ou de l'hégémonie culturelle.

Quand on est « blanc.he » et qu'on est musulmane et visible, il faut certainement un nouveau prisme de compréhension de ce que ces femmes subissent. C'est alors l'« islamophobie genrée – gendered islamophobia »⁶ qui apparaît pour comprendre ce que vivent les victimes.

Finalement, il n'existe pas un seul prisme d'approche de lutte contre l'islamophobie et sa dimension sexiste. L'essentiel est d'en prendre conscience pour développer une convergence des luttes, avec des approches croisées et complémentaires pour mettre un terme à ce fléau. Tout le monde aurait tout à gagner à bénéficier des énergies d'autres mouvements. Créer des espaces de parole pour ces femmes constitue donc une priorité pour construire en ce sens cette convergence des luttes qui nous fait parfois défaut.

Dans la conclusion de son dernier rapport le CCIB écrivait, et cela fera une parfaite conclusion : au-delà des chiffres qui visent à appréhender une réalité complexe, il est important de souligner le climat très lourd et difficile à supporter pour des citoyens musulmans qui aspirent à vivre en paix et en sécurité dans leur quartier, dans leur ville, dans leur pays. Tant que des activistes de la haine ne seront pas traqués ou mis hors d'état de nuire, tant que nos institutions ne mettront pas en œuvre de manière efficace des politiques inclusives, aucun de nos concitoyens, qu'il soit musulman ou non, ne pourra aspirer à vivre sereinement dans notre pays. C'est pourquoi la lutte contre l'islamophobie n'est pas que l'affaire des musulmans mais est bien l'affaire de tous. Face à la montée des populismes, face à la montée des peurs réciproques et des discours de haine, chaque action en faveur de la justice et du respect compte. Cela doit notamment commencer par l'école, où les jeunes musulmans souffrent de cette stigmatisation de leur religion et de leur pratique religieuse. Il convient aussi d'analyser plus en profondeur les impacts psychosociaux de l'islamophobie, tant au sein de la population de notre pays que parmi les victimes de l'islamophobie qui se mettent en retrait de la société pour ne plus devoir à vivre, ou subir, de discriminations ou de violences envers leur personne du simple fait qu'elles sont musulmanes. Un des enjeux de la lutte contre l'islamophobie est aussi de pouvoir construire un discours positif sur la contribution effective des musulmans de Belgique à leur pays. Ce discours est urgent à développer face au flot incessant d'informations médiatiques, politiques, internationales et locales qui nourrissent des stéréotypes négatifs envers les personnes musulmanes.

Auteur :
Mustapha Chairi, Co-fondateur du
Collectif Contre l'Islamophobie en
Belgique asbl.

⁶ <https://journals.openedition.org/traces/6400>